

---

Deuxième session, trentième Législature

---

---

Second Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

## Projet de loi n° 95

## Bill No. 95

Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux

An Act respecting collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. PARENT (Hull)

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974



## Projet de loi n° 95

Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Dans la présente loi, on entend par:

*a)* « association de salariés »: une association de salariés comme l'entend le Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141);

*b)* « convention collective »: une convention collective comme l'entend le Code du travail, de même qu'une sentence arbitrale qui en tient lieu et, en autant que sont concernées la section I et la section II, qui prend effet le 1<sup>er</sup> juillet 1975 ou après ou un contrat de travail comme l'entend la Loi concernant le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec;

*c)* « collègue »: un collègue institué en vertu de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/1967, chapitre 71);

*d)* « commission scolaire »: une commission scolaire régionale, une commission scolaire centrale protestante, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain, la Commission des écoles catholiques de Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal, toute commission scolaire régie par la Loi de l'instruction publique et tout

## Bill No. 95

An Act respecting collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** In this act,

*(a)* "association of employees" means an association of employees within the meaning of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141);

*(b)* "collective agreement" means a collective agreement within the meaning of the Labour Code, or an arbitration award in lieu thereof which, as far as Divisions I and II are concerned, becomes effective on or after 1 July 1975 or a labour contract within the meaning of the Act respecting the Québec Police Force syndical plan;

*(c)* "college" means a college established under the General and Vocational Colleges Act (1966/1967, chapter 71);

*(d)* "school board" means a regional school board, a Protestant central school board, the Protestant School Board of Greater Montreal, the Protestant School Board of Greater Québec, the Québec Catholic School Commission, the Montreal Catholic School Commission, any school board governed by the Education Act and any other similar body designated by the Lieutenant-Governor in Council

#### NOTE EXPLICATIVE

*Le présent projet a pour objet de déterminer les règles qui régiront la négociation des conventions collectives entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1975 ou après dans les secteurs de l'éducation (commissions scolaires, collèges, etc.) et des affaires sociales (centres hospitaliers, etc.), ainsi que la négociation des conventions collectives dans le secteur des organismes gouvernementaux.*

#### EXPLANATORY NOTE

*The object of this bill is to establish the rules that will govern the negotiation of the collective agreements coming into force on or after 1st July 1975 in the sectors of education (school boards, colleges, etc.) and social affairs (hospital centres, etc.), and the negotiation of collective agreements in the sector of the government agencies.*

autre organisme similaire désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'application de la présente loi;

*e)* « établissement »: un établissement public comme l'entend la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), un établissement privé conventionné comme l'entend ladite loi, un établissement privé qui a conclu avec le ministre des affaires sociales un contrat prévu à l'article 133 de ladite loi et tout organisme qui fournit des services à un établissement conformément à ladite loi et est déclaré par le lieutenant-gouverneur en conseil être assimilé, pour l'application de la présente loi, à un établissement tel que l'entend la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

*f)* « groupement d'établissements »: toute union, fédération, confédération ou autre organisation dont un établissement fait partie et qui est jugée par le ministre des affaires sociales être représentative d'une catégorie ou de plusieurs catégories d'établissements, si elle n'est pas déjà aussi reconnue par la loi;

*g)* « groupement de commissions scolaires » ou « groupement de collèges »: toute association, fédération ou autre organisation dont la majorité des commissions scolaires ou des collèges fait partie et qui est jugée représentative des collèges ou des commissions scolaires par le ministre de l'éducation, si elle n'est pas déjà ainsi reconnue par la loi;

*h)* « enseignant »: un instituteur comme l'entend la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) et un membre du personnel enseignant d'un collège;

*i)* « groupement d'associations de salariés »: toute union, fédération, confédération, corporation ou autre organisation à laquelle une association de salariés représentant des personnes visées par la présente loi adhère, appartient ou est affiliée;

*j)* « organisme gouvernemental »: tout organisme visé à l'annexe et tout autre organisme que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'application de la présente loi.

for the application of this act;

*(e)* "establishment" means a public establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48), a private establishment under agreement within the meaning of the said act, a private establishment that has made a contract provided for in section 133 of the said act with the Minister of Social Affairs and any body which furnishes services to an establishment in accordance with the said act and declared by the Lieutenant-Governor in Council to be classified, for the purposes of this act, with establishments within the meaning of the Act respecting health services and social services;

*(f)* "establishments group" means any union, federation, confederation or other organization to which an establishment belongs, deemed by the Minister of Social Affairs to be representative of one or more categories of establishments, if it is not already so recognized by law;

*(g)* "school board group" or "college group" means any association, federation or other organization to which the majority of the school boards or colleges belong, deemed to be representative of the colleges or school boards by the Minister of Education if it is not already so recognized by law;

*(h)* "teacher" means a teacher within the meaning of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) and a member of the teaching staff of a college;

*(i)* "employee-associations group" means any union, federation, confederation, corporation or other organization which an association of employees representing persons contemplated by this act joins, or to which it belongs or is affiliated;

*(j)* "government agency" means any agency contemplated in the schedule and any other agency designated by the Lieutenant-Governor in Council for the application of this act.

## SECTION I

## DOMAINE DE L'ÉDUCATION

**2.** Forment des groupes distincts aux fins de la négociation de conventions collectives, à l'égard du secteur des commissions scolaires d'une part et du secteur des collèges d'autre part, les catégories suivantes du personnel:

- a) les enseignants;
- b) le personnel professionnel non enseignant; et
- c) le personnel de soutien.

**3.** Les associations de salariés faisant partie d'un groupement d'associations de salariés négocient et agréent les stipulations visées à l'article 10 ou, suivant le cas, à l'article 17, par l'entremise d'un agent négociateur nommé par leur groupement.

Les associations de salariés qui ne font pas partie d'un groupement d'associations de salariés négocient et agréent des stipulations par l'entremise d'un agent négociateur qu'elles nomment.

**4.** Les commissions scolaires négocient et agréent les stipulations visées à l'article 10 par l'entremise d'un agent négociateur nommé par l'un des groupements visés au paragraphe g de l'article 1.

**5.** Les collèges négocient et agréent les stipulations visées à l'article 17 par l'entremise d'un agent négociateur nommé par l'un des groupements visés au paragraphe g de l'article 1.

**6.** Le ministre de l'éducation, par l'entremise de ses représentants, est de droit partie à la négociation des stipulations visées à l'article 10 et à l'article 17.

Les conventions collectives contenant ces stipulations sont signées pour le gouvernement, sur autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, par la personne qu'il désigne.

§ 1.—*Les commissions scolaires*

**7.** Tout groupement d'associations de salariés visé à l'article 3 et les parties visées aux articles 4 et 6 conviennent, dans les

## DIVISION I

## THE EDUCATIONAL SECTOR

**2.** For the purposes of the negotiation of collective agreements, the following classes of personnel form separate groups in respect of the school board sector on the one hand and the college sector on the other:

- (a) teachers;
- (b) non-teaching professional personnel; and
- (c) support personnel.

**3.** Associations of employees which belong to an employee-associations group shall negotiate and approve the clauses contemplated in section 10, or in section 17, as the case may be, through a bargaining agent appointed by their group.

The associations of employees which do not belong to an employee-associations group shall negotiate and approve clauses through a bargaining agent appointed by them.

**4.** The school boards shall negotiate and approve the clauses contemplated in section 10 through a bargaining agent appointed by one of the groups contemplated in paragraph g of section 1.

**5.** The colleges shall negotiate and approve the clauses contemplated in section 17 through a bargaining agent appointed by one of the groups contemplated in paragraph g of section 1.

**6.** The Minister of Education, through his representatives, shall of right be a party to the negotiation of the clauses contemplated in section 10 and in section 17.

The collective agreements containing such clauses shall be signed, for the government, upon the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, by the person designated by him.

§ 1.—*The school boards*

**7.** Any employee-associations group contemplated in section 3 and the parties contemplated in sections 4 and 6 shall,

90 jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, des matières qui seront négociées et agréées soit à l'échelle provinciale, soit à une échelle autre que provinciale.

**8.** À défaut par les parties visées à l'article 7 de conclure telle entente dans le délai fixé, le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les matières qui seront négociées et agréées soit à l'échelle provinciale, soit à une échelle autre que provinciale.

**9.** Dans le cas prévu à l'article 8, le lieutenant-gouverneur en conseil détermine comme matières de négociation provinciale au moins celles des matières pour lesquelles toutes les parties visées aux articles 3, 4 et 6 ont convenu de négocier à l'échelle provinciale.

**10.** Les matières de négociation provinciale visées aux articles 7 et 8, font l'objet de stipulations qui sont négociées et agréées par les parties en cause.

**11.** Les stipulations visées à l'article 10 peuvent prévoir la conclusion, dans le cadre et suivant les modalités qu'elles doivent indiquer, d'arrangement locaux ou régionaux entre les associations de salariés et les commissions scolaires.

**12.** Les matières de négociation autre que provinciale sont négociées et agréées entre une ou plusieurs association de salariés et une ou plusieurs commissions scolaires.

**13.** Une convention collective liant une association de salariés et une commission scolaire contient :

a) les stipulations négociées et agréées à l'échelle provinciale et visées à l'article 10;

b) les arrangements négociés et agréés en application de l'article 11;

c) les stipulations négociées et agréées en vertu de l'article 12.

within 90 days from the coming into force of this act, agree on which matters are to be negotiated and approved at the provincial level and which at a level other than the provincial.

**8.** On failure by the parties contemplated in section 7 to reach such agreement within the delay indicated, the Lieutenant-Governor in Council shall determine which matters are to be negotiated and approved at the provincial level and which at a level other than the provincial.

**9.** In the case contemplated in section 8, the Lieutenant-Governor in Council shall determine as matters for provincial negotiation, at least those matters which all the parties contemplated in sections 3, 4 and 6 have agreed to negotiate at the provincial level.

**10.** The matters for provincial negotiation contemplated in sections 7 and 8 shall be the subject of clauses negotiated and approved by the parties concerned.

**11.** The clauses contemplated in section 10 may authorize, within the scope and on the terms and conditions they must indicate, the making of local or regional arrangements between the associations of employees and the school boards.

**12.** Matters for other than provincial negotiation shall be negotiated and approved between one or more associations of employees and one or more school boards.

**13.** A collective agreement binding between an association of employees and a school board shall contain :

(a) the clauses negotiated and approved at the provincial level and contemplated in section 11;

(b) the arrangements negotiated and approved pursuant to section 10;

(c) the clauses negotiated and approved in virtue of section 12.

§ 2.—*Les collègues*§ 2.—*The colleges*

**14.** Tout groupement d'associations de salariés visé à l'article 3 et les parties visées aux articles 5 et 6 conviennent, dans les 90 jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, des matières qui seront négociées et agréées soit à l'échelle provinciale, soit à une échelle autre que provinciale.

**15.** À défaut par les parties visées à l'article 14 de conclure telle entente dans le délai fixé, le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les matières qui seront négociées et agréées soit à l'échelle provinciale, soit à une échelle autre que provinciale.

**16.** Dans le cas prévu à l'article 15, le lieutenant-gouverneur en conseil détermine comme matières de négociation provinciale au moins celles des matières pour lesquelles toutes les parties visées aux articles 3, 5 et 6 ont convenu de négocier à l'échelle provinciale.

**17.** Les matières de négociation provinciale visées aux articles 14 et 15 font l'objet de stipulations qui sont négociées et agréées par les parties en cause.

**18.** Les stipulations visées à l'article 17 peuvent prévoir la conclusion, dans le cadre et suivant les modalités qu'elles doivent indiquer, d'arrangement locaux ou régionaux entre les associations de salariés et les collègues.

**19.** Les matières de négociation autre que provinciale sont négociées et agréées entre une ou plusieurs associations de salariés et un ou plusieurs collègues.

**20.** Une convention collective liant une association de salariés et un collègue contient :

- a) les stipulations négociées et agréées à l'échelle provinciale et visées à l'article 17;
- b) les arrangements négociés et agréés en application de l'article 18;
- c) les stipulations négociées et agréées en vertu de l'article 19.

**14.** Any employee-associations group contemplated in section 3 and the parties contemplated in sections 5 and 6 shall, within 90 days of the coming into force of this act, agree on which matters are to be negotiated and approved at the provincial level and which at a level other than the provincial.

**15.** On failure by the parties contemplated in section 14 to reach such agreement within the delay indicated, the Lieutenant-Governor in Council shall determine which matters are to be negotiated and approved at the provincial level and which at a level other than the provincial.

**16.** In the case contemplated in section 15, the Lieutenant-Governor in Council shall determine as matters for provincial negotiation, at least those matters which all the parties contemplated in sections 3, 5 and 6 have agreed to negotiate at the provincial level.

**17.** The matters for provincial negotiation contemplated in sections 14 and 15 shall be the subject of clauses negotiated and approved by the parties concerned.

**18.** The clauses contemplated in section 17 may authorize, within the scope and on the terms and conditions they must indicate, the making of local or regional arrangements between the associations of employees and the colleges.

**19.** Matters for other than provincial negotiation shall be negotiated and approved between one or more associations of employees and one or more colleges.

**20.** A collective agreement binding between an association of employees and a college shall include:

- (a) the clauses negotiated and approved at the provincial level and contemplated in section 17;
- (b) the arrangements negotiated and approved pursuant to section 18;
- (c) the clauses negotiated and approved by virtue of section 19.

## SECTION II

## DOMAINE DES AFFAIRES SOCIALES

**21.** Sous réserve de l'article 26 doivent, pour être valides, être négociées et agréées à l'échelle provinciale les stipulations des conventions collectives liant les établissements et les associations de salariés.

**22.** Le ministre des affaires sociales, par l'entremise de ses représentants, est de droit partie à la négociation des stipulations visées à l'article 21.

Les conventions collectives contenant ces stipulations sont signées pour le gouvernement, sur autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, par la personne qu'il désigne.

**23.** Les associations de salariés faisant partie d'un groupement d'associations de salariés négocient et agréent des stipulations par l'entremise d'un agent négociateur nommé par leur groupement.

Les associations de salariés qui ne font pas partie d'un groupement d'associations de salariés négocient et agréent des stipulations par l'entremise d'un agent négociateur qu'elles nomment.

**24.** Les établissements faisant partie d'un groupement d'établissements négocient et agréent des stipulations par l'entremise de leur groupement.

Les autres établissements négocient et agréent des stipulations par l'entremise d'un groupement d'établissements choisi par chacun d'eux.

**25.** Les stipulations visées à l'article 21 peuvent prévoir la conclusion, dans le cadre et suivant la procédure qu'elles doivent indiquer, d'arrangements locaux entre les associations de salariés et les établissements.

**26.** Les stipulations négociées et agréées à l'échelle provinciale suivant les dispositions de la présente section peuvent permettre, dans le cadre et suivant les modalités qu'elles indiquent, des stipulations à convenir localement entre les associations de salariés et les établissements.

## DIVISION II

## THE SOCIAL AFFAIRS SECTOR

**21.** Subject to section 26, the clauses of collective agreements binding between establishments and associations of employees must be negotiated and approved at the provincial level in order to be valid.

**22.** The Minister of Social Affairs, through his representatives, shall of right be a party to the negotiation of the clauses contemplated in section 21.

The collective agreements containing such clauses shall be signed, for the government, upon the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, by the person designated by him.

**23.** Associations of employees which belong to an employee-associations group shall negotiate and approve clauses through a bargaining agent appointed by their group.

The associations of employees which do not belong to an employee-associations group shall negotiate and approve clauses through a bargaining agent appointed by them.

**24.** Establishments belonging to an establishments group shall negotiate and approve clauses through their group.

The other establishments shall negotiate and approve clauses through the establishments group chosen by each of them.

**25.** The clauses contemplated in section 21 may authorize, within the scope and on the terms and conditions they must indicate, local arrangements between the associations of employees and the establishments.

**26.** Clauses negotiated and approved at the provincial level in accordance with this division may authorize, within the scope and on the terms and conditions they indicate, clauses to be agreed locally between the associations of employees and the establishments.

**27.** Une convention collective liant une association de salariés et un établissement contient:

a) les stipulations négociées et agréées à l'échelle provinciale et visées à l'article 21;

b) les arrangements négociés et agréés en application de l'article 25;

c) les stipulations négociées et agréées en vertu de l'article 26.

**27.** A collective agreement binding between an association of employees and an establishment shall contain:

(a) the clauses negotiated and approved at the provincial level and contemplated in section 21;

(b) the arrangements negotiated and approved pursuant to section 25;

(c) the clauses negotiated and approved in virtue of section 26.

### SECTION III

#### DOMAINE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

**28.** Le ministre de la fonction publique, par l'entremise de ses représentants, est de droit partie à la négociation des conventions collectives liant les associations de salariés et les organismes gouvernementaux autres que ceux visés aux sections I et II.

Les conventions collectives sont signées pour le gouvernement, sur autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, par la personne qu'il désigne.

**29.** Les associations de salariés négocient et agréent des stipulations par l'entremise d'un agent négociateur qu'elles désignent.

**30.** Chaque organisme gouvernemental négocie et agréé des stipulations par l'entremise d'un agent négociateur qu'il désigne conjointement avec le ministre de la fonction publique.

**31.** Nonobstant l'article 28, en ce qui concerne les commissions de formation professionnelle créées en vertu de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre pour les fins des négociations collectives, les règles prévues à l'article 21 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (1969, chapitre 51 et amendements) continuent de s'appliquer.

**32.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut exclure du champ d'application de la présente section, tout organisme ou toute catégorie d'organismes y visé qu'il désigne.

### DIVISION III

#### THE GOVERNMENT AGENCIES SECTOR

**28.** The Minister of the Civil Service, through his representatives, shall of right be a party to the negotiation of collective agreements binding between associations of employees and government agencies other than those contemplated in Divisions I and II.

Collective agreements shall be signed, for the government, upon the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, by the person designated by him.

**29.** The associations of employees shall negotiate and approve clauses through a bargaining agent designated by them.

**30.** Each government agency shall negotiate and approve clauses through a bargaining agent designated jointly by the agency and the Minister of the Civil Service.

**31.** Notwithstanding section 28, in matters regarding the Manpower Vocational Training Commissions established under the Manpower Vocational Training and Qualification Act, for the purposes of collective bargaining, the rules provided in section 21 of the Manpower Vocational Training and Qualification Act (1969, chapter 51 and amendments) continue to apply.

**32.** The Lieutenant-Governor in Council may exclude from the field of application of this division, any agency or category of agencies contemplated therein that he may designate.

**36.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**36.** This act shall come into force on the day of its sanction.

## ANNEXE

Le Centre de recherches industrielles du Québec, la Commission des services juridiques et les corporations d'aide juridique, les Commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre, l'Office de radiotélédiffusion du Québec, la Raffinerie du sucre de Québec, la Régie du Grand Théâtre de Québec, la Régie de la Place des Arts, la Société de récupération et d'exploitation forestière du Québec, la Société des alcools du Québec, les Sociétés de conservation des terres et forêts, la Société des traversiers du Québec, la Sûreté du Québec.

## SCHEDULE

The *Centre de recherches industrielles du Québec*, the Legal Services Commission and the legal aid corporations, the Manpower Vocational Training Commissions, the Québec Broadcasting Bureau, the Québec Sugar Refinery, the *Régie du Grand Théâtre de Québec*, the *Régie de la Place des Arts*, the Québec Forest Salvage and Operations Company, the Québec Liquor Corporation, the *Sociétés de conservation des terres et forêts*, the Québec Ferry Company, the Québec Police Force.